

Eurolibéralisme : par où la sortie ?

MICHEL HUSSON,
chercheur à l'Institut
de recherches
économiques et
sociales (IRES)

La tourmente actuelle alimente, à gauche, des projets qui ont en commun de proposer un recentrage sur la nation. Ils reposent sur trois raisonnements. Le premier consiste à dénoncer le « libre-échangeisme » comme la cause principale de la régression sociale et conduit à proposer diverses formes de protectionnisme fiscal, parfois baptisé « démondialisation ». Le deuxième fait de l'appartenance à la zone euro l'obstacle principal à la mise en œuvre de politiques alternatives et débouche sur l'idée qu'il faut envisager la sortie de l'euro. Ces deux positions peuvent évidemment se combiner en une troisième car elles renvoient à un postulat commun qui fait de la nation le seul cadre permettant à la souveraineté populaire de s'affirmer. Les projets de refondation de l'Europe sont alors dénoncés comme autant d'illusions « européistes » hors de portée, alors que les solutions immédiates ci-dessus seraient à portée de main. Il y a dans ces analyses des éléments incontestables qui font l'objet d'un diagnostic partagé. Mais, parce qu'elles reposent sur une compréhension biaisée de la crise, elles conduisent à des perspectives stratégiques erronées. Leur discussion devrait permettre d'esquisser les fondements d'une alternative cohérente.

Le libre-échange, source unique de tous nos maux ?

En mettant directement en concurrence les salariés du monde entier, la mondialisation exerce assurément une pression sur les salaires. Mais ce n'est pas un facteur exogène et indépendant et il faut apprécier correctement le rôle relatif de la mondialisation et des rapports de force sociaux à l'intérieur de chaque pays. Pour ne prendre qu'un exemple : près de 2 millions d'emplois ont été créés en France lors du passage aux 35 heures. Certes, la baisse de l'euro par rapport au dollar avait dopé la croissance en Europe, mais la marche

d'escalier franchie par la courbe de l'emploi n'a jamais été effacée. Or, ce résultat a été atteint sans aucune dose de « démondialisation ».

Par ailleurs, la pression exercée par la concurrence déloyale des pays émergents (fondée sur le non-respect des normes sociales et environnementales) est concentrée sur certains secteurs, mais ne saurait excéder la part des importations de la France en provenance des pays émergents. En 2009, 70 % de ces importations proviennent en réalité de pays à niveau de développement comparable : Europe à 15, États-Unis, Japon, Canada, Australie, qui pèsent à proportion des deux tiers dans le déficit commercial français.

Le recul de l'emploi industriel s'explique principalement par une progression de la productivité dans l'industrie plus rapide que dans le reste de l'économie ainsi que par une stagnation de la part des biens manufacturés dans la demande finale. Une étude de l'Insee vient de confirmer cette approche : elle montre que, sur la période 2000-2007, les gains de productivité expliquent 65 % des pertes d'emplois industriels¹. L'externalisation vers les services marchands intervient pour 5 %. L'effet de la concurrence internationale est évalué à 28 % à partir d'une approche comptable consistant à calculer le contenu en emplois des échanges commerciaux. Avec l'autre approche, économétrique, on monte à 40 %, mais cette estimation est fragile. Ce genre d'exercice est difficile et l'article est exemplaire quant à sa prudence méthodologique. Mais une chose est sûre : il n'est pas possible de faire du commerce international, la cause principale – voire unique – des pertes d'emplois industriels.

Il faudrait d'ailleurs faire cesser le mythe d'une France victime de la mondialisation. Il suffit de consulter les statistiques de l'OCDE pour constater qu'elle est le deuxième exportateur mondial de capitaux : 172 milliards de dollars par an en moyenne sur la période 2005-2008, derrière les États-Unis (232 milliards). La France sait très bien imposer des traités bilatéraux aux pays du Sud et vendre ses armes et ses produits de luxe ; ses grands groupes s'implantent et délocalisent à travers le monde : ils ne réalisent plus qu'un tiers de leur chiffre d'affaires en France, un autre tiers en Europe et le dernier dans le reste du monde. Enfin, contrairement aux thèses simplistes du patronat, les pertes de parts de marché de la France ne peuvent être imputées à la seule compétitivité-prix mais à un effort insuffisant de recherche-développement, à l'extraversion des grands groupes et à leur politique qui conduit à étouffer l'essor de PME innovantes.

1. Lilas Demmou, « Le recul de l'emploi industriel en France entre 1980 et 2007. Ampleur et principaux déterminants : un état des lieux », *Économie et statistique* n°438-440, juin 2011, <http://gesd.free.fr/demmou11.pdf>

Une baisse du coût salarial, ou une dévaluation du « franc », ne suffiraient pas à rétablir la compétitivité, encore moins à assurer une « réindustrialisation » de la France.

Il faut rompre aussi avec une vision du monde où se confrontent pays développés et pays émergents, en sous-estimant le rôle des firmes transnationales. Ainsi, une bonne partie des exportations chinoises est réalisée par des *joint ventures*, autrement dit par des entreprises associant capitaux chinois et étrangers. Dès lors, des mesures de protectionnisme fiscal ne s'attaqueraient pas à la racine du phénomène mais interviendraient après coup, quand le mal, en l'occurrence les délocalisations, est déjà fait. Il ne s'agit pas ici d'un débat éculé entre libre-échange et protectionnisme mais d'un débat sur les mesures les plus appropriées. De ce point de vue, contrôler les multinationales et les mouvements de capitaux en amont est sans doute une forme de protectionnisme mieux adaptée à la réalité actuelle.

La baisse généralisée de la part des salaires a eu comme contrepartie la montée fulgurante des dividendes versés aux actionnaires, que la crise a à peine ralentie. En quoi des taxes aux frontières de l'Europe, le passage à une monnaie commune et même une politique industrielle coordonnée au niveau européen pourraient conduire spontanément à une modification dans la répartition des revenus ?

Au fond, le protectionnisme fiscal ou la sortie de l'euro visent à rétablir la compétitivité de l'économie française, la sortie de l'euro ayant de surcroît l'avantage de rétablir la maîtrise sur la monnaie. Jacques Sapir a formulé très clairement ce qui est au fond le théorème fondamental de la « démondialisation » : « il ne peut y avoir de solution au problème du chômage de masse que par le retour d'une forte croissance, et le retour de cette forte croissance implique l'autonomie monétaire »². Mais on retombe sur un scénario classique de dévaluation compétitive où la source de la croissance est la conquête de parts de marché, et donc d'emplois, sur le dos des voisins. Cela ne fonctionne que si ces derniers n'ont pas la même bonne idée et il s'agit ni plus ni moins que d'une guerre commerciale, pays contre pays, qui n'esquisse en rien une solution coopérative. Quant aux bienfaits de la croissance sur l'emploi, ils ne fonctionnent qu'à court terme. Et cette orientation semble difficilement compatible avec la perspective d'un autre contenu de la croissance qui suppose l'instauration d'une planification écologique et un changement radical dans la répartition des revenus.

2. Jacques Sapir, *La Démondialisation*, Seuil, 2011, p.230

Sortir de l'euro ?

La fusion des monnaies nationales au sein de l'euro a effectivement retiré une variable d'ajustement essentielle, le taux de change. Les pays dont la compétitivité-prix recule n'ont d'autre moyen, dans le cadre européen actuel, que le freinage des salaires et la fuite en avant dans l'endettement. Ceci est vrai mais n'empêche pas le scénario de sortie de l'euro d'être incohérent. Elle ne résoudrait en rien la question de la dette et l'aggraverait au contraire, dans la mesure où la dette à l'égard des non-résidents serait immédiatement augmentée du taux de dévaluation. La restructuration de la dette devrait donc en tout état de cause être réalisée avant la sortie de l'euro.

Revenir à une monnaie nationale dans le cas de pays qui enregistrent d'importants déficits extérieurs les soumet directement à la spéculation sur la nouvelle monnaie. L'appartenance à l'euro avait au moins l'avantage de préserver les pays de ces attaques spéculatives : ainsi le déficit commercial de l'Espagne avait atteint jusqu'à 9 % du PIB sans effet, évidemment, sur « sa » monnaie. Une dévaluation rend les produits d'un pays plus compétitifs, en tout cas à l'égard des pays qui ne dévaluent pas. Il faudrait donc que la sortie de l'euro ne concerne qu'un petit nombre de pays. C'est donc, encore une fois, une solution nationale non coopérative où un pays cherche à gagner des parts de marché sur ses partenaires commerciaux.

Mais une dévaluation fait augmenter le prix des importations, qui se répercute sur l'inflation interne et peu annuler en partie les gains de compétitivité sur les prix à l'exportation. Dans le plan de sortie de l'euro que Jacques Sapir a établi³, ce dernier reconnaît que l'inflation « imposera des dévaluations régulières (tous les ans ou tous les 18 mois) » pour maintenir le taux de change réel constant. Cela revient à accepter une boucle inflation-dévaluation sans fin.

C'est pourquoi il n'y a à peu près aucune expérience de dévaluation qui ne se soit pas traduite par une austérité accrue qui retombe en définitive sur les salariés. Pour que la dévaluation serve à la mise en place d'une autre répartition des revenus et d'un autre mode de croissance, il faudrait que les rapports de forces sociaux aient été auparavant profondément transformés. Faire de la sortie de l'euro un préalable revient donc à inverser les priorités entre transformation sociale et taux de change. Il y a là un glissement extrêmement dangereux. Dans son document, Jacques Sapir

3. Jacques Sapir, *S'il faut sortir de l'Euro*, document de travail, 6 avril 2011, <http://gesd.free.fr/sapirsil.pdf>

souligne que la « nouvelle monnaie devrait alors être insérée dans les changements de politique macroéconomique et institutionnel (...) si l'on veut qu'elle donne tous les effets attendus ». Parmi ces changements, il cite un rattrapage des salaires, la pérennisation des systèmes sociaux, un contrôle strict des capitaux, la réquisition de la Banque de France, le contrôle de l'État sur les banques et les assurances. Mais toutes ces mesures devraient avoir été imposées avant même tout projet de sortie de l'euro.

Un gouvernement de transformation sociale commettrait d'ailleurs une terrible erreur stratégique en commençant par sortir de l'euro, puisqu'il s'exposerait ainsi à toutes les mesures de rétorsion. Politiquement, le risque est très grand de donner une légitimité de gauche aux programmes populistes. En France, le Front National fait de la sortie de l'euro l'un des axes de sa politique. Il renoue avec une logique national-socialiste qui combine le discours xénophobe avec une lecture faisant de l'intégration européenne la source exclusive de tous les maux économiques et sociaux.

C'est le fond de la question. La mondialisation et l'intégration européenne néolibérales renforcent le rapport de forces en faveur du capital. Mais il n'est pas possible d'en faire la cause unique, comme si un meilleur partage des richesses pouvait s'établir spontanément, à l'intérieur de chaque pays, à la seule condition de prendre des mesures protectionnistes. Laisser croire que la sortie de l'euro pourrait en soi améliorer le rapport de forces en faveur des travailleurs est au fond l'erreur d'analyse fondamentale. Il suffit pourtant de considérer l'exemple britannique : la livre sterling ne fait pas partie de l'euro, mais cela ne met pas la population à l'abri d'un plan d'austérité parmi les plus brutaux en Europe.

Les partisans de la sortie de l'euro avancent enfin un autre argument : la sortie de l'euro serait une mesure immédiate, relativement facile à prendre, alors qu'une perspective de refondation européenne serait hors d'atteinte. Cet argument passe à côté de la possibilité même d'une stratégie de rupture qui ne présuppose pas qu'elle intervienne de manière simultanée dans tous les pays européens. Et il ne prend pas en compte l'ampleur de la crise.

Prendre la mesure de la crise

Cette crise n'est pas seulement une crise des dettes souveraines, c'est aussi, plus fondamentalement, une crise de la construction européenne. On s'aperçoit aujourd'hui que l'Europe à la mode néolibérale était mal conçue. La monnaie

unique devait servir d'instrument de police salariale puisqu'il devenait impossible de dévaluer. Mais cette contrainte a été en partie contournée par le surendettement dopé par de bas taux d'intérêt réels, et par des déficits extérieurs croissants. Pendant une décennie (1995-2005) les pays du « Sud » de l'Europe (Espagne, France, Grèce, Irlande, Italie, Portugal) ont ainsi connu un taux de croissance supérieur de près d'un point aux pays du « Nord » (Allemagne, Autriche, Belgique, Finlande, Pays-Bas). Mais cela ne pouvait durer et la situation s'est retournée dès 2006. Depuis la crise, à l'exception de 2009, la croissance des pays du « Sud » est devenue nettement inférieure à celle du « Nord ». La crise a donc révélé les incohérences du modèle européen et elle creuse la divergence entre les trajectoires des différents pays.

L'augmentation des dettes publiques a elle-même trois causes : l'effet mécanique de la récession, le coût du sauvetage des banques, mais aussi le fruit empoisonné des politiques menées depuis de longues années, qui consistaient à baisser les impôts payés par les entreprises et les ménages les plus riches. Le passage brutal à l'austérité budgétaire enclenche alors un cercle vicieux : en coupant dans les dépenses, on ralentit l'activité économique, ce qui fait baisser les recettes, de telle sorte que le déficit n'est pas réduit.

Dans ce contexte, le préalable absolu à tout programme de transformation sociale est aujourd'hui de retrouver une autonomie à l'égard des marchés. Les besoins de financement de l'État sont en effet considérables. Pour 2012, l'Agence France Trésor les évalue à 182 milliards d'euros : 82 milliards de déficit auxquels il faut ajouter 100 milliards d'amortissement de la dette⁴. L'expérience récente montre que ces financements ne pourraient être trouvés à des taux raisonnables qu'à la condition que la politique budgétaire passe sous les fourches caudines des agences de notation qui dictent aujourd'hui leur politique aux États. C'est ce verrou qu'il faut faire sauter, en même temps qu'il est nécessaire de faire le tri dans la montagne de dettes toxiques qui existe encore et qui pèse notamment sur les collectivités et les hôpitaux⁵.

Voilà pourquoi la seule alternative cohérente au chaos actuel repose sur le triptyque suivant : 1) annulation des dettes illégitimes ; 2) monétarisation des dettes ; 3) nationalisation des banques. Cet ensemble de mesures permettrait en effet d'apurer la crise une bonne fois pour toutes. Elles s'opposent point par point aux trois dogmes eurolibéraux qui inspirent les tâtonnements actuels et nous emmènent – sous nos yeux

4. Agence France Trésor, Besoins et ressources de financement 2012, <http://gesd.free.fr/plfaft12.pdf>

5. Diagnostic d'une intoxication généralisée, *Libération*, 21 octobre 2011, <http://gesd.free.fr/toxidaxia.pdf>

atterrés – à la catastrophe : 1) refus obstiné d’admettre l’inévitabilité des défauts ; 2) projet baroque de titrisation des dettes publiques via le Fonds Européen de Solidarité Financière ; 3) recapitalisation des banques sur fonds publics. On vérifie ainsi que les débats techniques opaques recouvrent des choix sociaux et politiques fondamentaux.

Sortir de l’eurolibéralisme : la question stratégique

Le choix n’est donc pas entre une aventure hasardeuse – la sortie de l’euro – et une harmonisation utopique, et la question politique centrale est en tout cas de sortir de cette opposition binaire. Pour essayer d’y répondre, il faut travailler la distinction entre les fins et les moyens. L’objectif d’une politique de transformation sociale, c’est d’assurer à l’ensemble des citoyens une vie décente dans toutes ses dimensions (emploi, santé, retraite, logement, etc.). L’obstacle principal est la répartition des revenus qu’il faut modifier à la source (entre profits et salaires) et corriger au niveau fiscal. Il faut donc prendre un ensemble de mesures visant à dégonfler les revenus financiers et à réaliser une réforme fiscale radicale. Ces enjeux passent par la mise en cause des intérêts sociaux dominants et de leurs privilèges. Inverser les fins et les moyens revient à transformer cette question sociale en une question technico-financière qui, de surcroît, n’aurait de solution que nationale.

La seule stratégie possible doit alors s’appuyer sur la légitimité des solutions progressistes, qui résulte de leur caractère éminemment coopératif. Contrairement aux sorties de crise néo-libérales, les solutions progressistes sont coopératives, en ce sens qu’elles fonctionnent d’autant mieux qu’elles s’étendent à un plus grand nombre de pays. Si par exemple tous les pays européens réduisaient la durée du travail et imposaient les revenus du capital, cette simultanéité permettrait d’éliminer les contrecoups auxquels serait exposée cette même politique menée dans un seul pays. La voie à explorer est donc celle d’une stratégie d’extension que pourrait suivre tout gouvernement soucieux de rompre avec le néolibéralisme :

1. on prend unilatéralement les « bonnes » mesures, par exemple la taxation des transactions financières ou le financement de la dette par la Banque centrale ;
2. on les assortit de mesures de protection, par exemple un contrôle des capitaux ;
3. on prend ainsi le risque politique d’enfreindre les règles européennes ;

4. mais on propose de les modifier en étendant à l'échelle européenne les mesures prises ;

5. on n'exclut pas un bras de fer et on use de la menace de sortie de l'euro en dernière instance.

Ce schéma prend acte du fait qu'on ne peut conditionner la mise en œuvre d'une « bonne » politique à la constitution d'une « bonne » Europe. Les mesures de rétorsion de toutes sortes doivent être anticipées au moyen de mesures qui, effectivement, font appel à l'arsenal protectionniste. Mais il ne s'agit pas de protectionnisme au sens habituel du terme, car ce protectionnisme protège une expérience de transformation sociale et non les intérêts des capitalistes d'un pays donné face à la concurrence des autres. C'est donc un protectionnisme d'extension, dont la logique est de disparaître à partir du moment où les « bonnes » mesures seraient généralisées.

La rupture avec les règles européennes s'appuie sur une mesure juste et légitime, qui correspond aux intérêts du plus grand nombre et qui est proposée comme marche à suivre aux pays voisins. Cet espoir de changement permet alors de s'appuyer sur la mobilisation sociale dans les autres pays et de construire ainsi un rapport de forces qui peut peser sur les institutions européennes. L'expérience récente du plan de sauvetage de l'euro a d'ailleurs montré qu'il n'était pas besoin de changer les traités pour passer outre à un certain nombre de leurs dispositions. La sortie de l'euro n'est plus, dans ce schéma, un préalable. C'est au contraire une arme à utiliser en dernier recours. La rupture devrait plutôt se faire sur les trois points déjà signalés qui permettraient de dégager de véritables marges de manœuvre : monétarisation de la dette, nationalisation des banques et dénonciation de la dette.

Rupture et refondation

Le premier point d'appui est la capacité de nuisance à l'égard des intérêts capitalistes : le pays innovant peut restructurer sa dette, nationaliser les capitaux étrangers, etc. ou menacer de le faire. Même dans le cas d'un petit pays, la capacité de riposte est considérable, compte tenu de l'imbriication des économies et des marchés financiers. Beaucoup pourraient y perdre, par exemple les banques européennes dans le cas de la Grèce. Au lieu de se coucher littéralement devant la finance, Papandreou aurait pu entamer un bras de fer en disant : « La Grèce ne peut pas payer, il faut donc discuter ». C'est ce qu'avait fait l'Argentine en suspendant le

remboursement de sa dette en 2001 et en obtenant sa renégociation.

Mais le principal point d'appui résiderait dans le caractère coopératif des mesures prises. Il faudrait donc parler ici d'une stratégie d'extension qui repose sur le discours suivant : nous affirmons notre volonté de taxer le capital et nous prenons les mesures de protection adéquates. Mais c'est en attendant que cette mesure, comme nous le proposons, soit étendue à l'ensemble de l'Europe. C'est donc au nom d'une autre Europe que serait assumée la rupture avec l'Europe réellement existante. Plutôt que de les opposer, il faut donc réfléchir à l'articulation entre rupture avec l'Europe néolibérale et projet de refondation européenne.

Les nécessaires ruptures se feront au niveau national car il serait effectivement illusoire de conditionner toute transformation sociale à la réalisation d'une « bonne » Europe et de tabler sur une rupture simultanée avec la logique néolibérale. Mais chercher à restaurer la nation comme un espace relativement clos de conflictualité sociale nourrit une illusion symétrique et sous-estime le degré de coordination du capital au niveau européen, illustré récemment par le Pacte pour l'euro. L'impératif aujourd'hui est de combiner les luttes sociales menées dans chaque pays avec un projet de refondation de l'Europe. Sans ce double contenu d'alternative sociale et européenne, la référence à la nation risque d'être captée idéologiquement et politiquement par les courants qui l'interprètent comme un appel au repli xénophobe. Dans le contexte actuel si gravement perturbé, les forces de transformation sociale devraient désigner clairement les adversaires et les obstacles. ■